

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 / cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

LES SEIGNEURS FEODAUX SONT DE RETOUR EN MACRONIE !

On sait que, sous le régime féodal, le roi et les seigneurs avaient droit de vie et de morts sur « leurs sujets ». Aucune autorité autre que la leur n'était habilitée à juger du bien-fondé de leurs décisions. Ils étaient intimement convaincus que l'aliénation dans laquelle les superstitions et la propagande religieuse maintenaient les manants et autres roturiers ne permettrait jamais que cet ordre des choses puisse changer.

Et puis, la Révolution bourgeoise de 1789 est venue balayer l'Ancien Régime. Depuis, on a beaucoup parlé du règne de la « raison », de « souveraineté populaire », et du respect des « droits de l'homme ». Bien sur, le pouvoir et la jouissance de privilèges restaient l'apanage des classes dominantes, mais on s'appliquait à le cacher derrière les écrans du formalisme institutionnel. Vive la République criaient-ils de toute part !

Avec la constitution de 1958, la République Française a pris une forme manifestement monarchique, la rhétorique de la démocratie s'accommodant ouvertement de l'apparat des châteaux de la dite République et des larges privilèges offerts aux gouvernants.

Depuis que le sieur Macron De la Financerie et la Reine Brigitte, ont été installés sur le trône de France, la Monarchie a décidé de se débarrasser des faux-semblants. Opportunistes, nos néo-seigneurs ont saisi le prétexte de la pandémie de Covid



19, pour tenter de ressusciter pleinement la toute-puissance féodale. A défaut de « la peur de l'an mil », celle du coronavirus a été l'occasion de se ré-octroyer le « Droit de vie et de mort » sur leurs « sujets ». Voilà donc que le bon roi et sa cour, seuls habilités à décider de ce qui sied aux habitants de leurs fiefs, indiquent par décrets ce qui est autorisé ou pas et punissent les récalcitrants.

Le retour à l'absolutisme était déjà en cours, favorisé par la multiplication des lois liberticides que les gouvernements « libéraux », depuis le début des années 90, imposent partout dans

le monde. Profitant du contexte, l'apprenti monarque a mis les bouchées doubles pour détricoter la démocratie et les avancées sociales. Philippe, Lemaire, Castaner, Lallemand et autre Benalla, ses Fermiers Généraux et ses séides, ont reçu pour consigne de livrer la « rotture » au bucher du capitalisme. Rien ne doit empêcher cela et le recours à une police décomplexée est la règle.

Ainsi, aveuglés par leur arrogance, sourds au grondement de la tempête qui s'annonce, les seigneurs de la Macronie croient pouvoir mater toute « jacquerie », embastiller tout contestataire et tout « malandrin ». Ces activistes de la Restauration ne réalisent pas que nous sommes en 2020 !

Certes les nouveaux aristocrates ne seront pas pendus à la lanterne et un autre Louis XVI ne sera pas guillotiné, mais... « Ça ira ! Ça ira ! » Les néo-seigneurs se réveilleront dans les poubelles de l'histoire.

INITIATIVES ALTERNATIVES

Quand les lions racontent leur histoire !

Le vendredi 22 mai 2020, date de la commémoration de l'abolition de l'esclavage dans notre pays, un coup de tonnerre a secoué notre pays. Des militants ont renversé deux statues érigées à la gloire de Victor SCHOELCHER et qui trônaient l'une dans la commune qui porte son nom, l'autre au centre de Fort-de-France. Une armada d'élus, d'historiens, de « bien-pensants » est immédiatement montée au créneau pour condamner de façon virulente les « vandales », les « révisionnistes », les « irresponsables



qui ne respectent pas des monuments historiques », etc. Bien sur, pas un seul d'entre eux n'a dit le moindre mot sur un autre événement qui s'est déroulé en marge de ces actions : l'arrestation d'une journaliste militante qui était arrivée sur les lieux pour filmer les restes de la statue et qui n'a pu être libérée qu'en fin de soirée grâce à la mobilisation de militants devant la gendarmerie de...Schoelcher !

L'armada des détracteurs ne s'attendait certainement au tsunami d'approbation qui s'est manifestée sur les réseaux sociaux, pas plus qu'aux positionnements éclairants de personnalités faisant autorité dans le monde de la culture et des sciences sociales.

De fait, l'action menée par les militants ce 22 Mai a une portée historique. Les plus hautes autorités de la « République », les hussards du racisme colonialiste, les propagandistes de la caste se sont mobilisés pour dénoncer cette intolérable atteinte à l'histoire des chasseurs ! Le Procureur, bras judiciaire de la puissance coloniale française, a annoncé des poursuites à l'encontre des militants¹. Mais tous sont bien conscients qu'un voile s'est déchiré, qu'une face cachée de Schoelcher a été mise en lumière et que beaucoup ont désormais compris les objectifs du

culte organisé envers sa personne. Pour l'heure, le pouvoir colonial s'interroge sur la nouvelle stratégie qu'il devra mettre en œuvre pour contenir la montée des résistances dans notre pays. Le parquet a annoncé que le procès des militants anti-chlordéconne qui devait se tenir le 3 juin est reporté sine die, pour ...d'évidentes raisons sanitaires² !

Le rugissement des lions qui racontent leur histoire a fait bouger les lignes. On a pu constater que certains qui avaient participé à l'hallali ont commencé à mettre de l'eau dans leur vin³.

En tout cas, l'électrochoc qui a suivi l'action militante du 22 mai annonce que nous entrons dans un moment de notre histoire où l'affrontement se durcira entre le pouvoir colonial et le Peuple Martiniquais.

(1) - Nul doute que cela sera l'occasion d'une vague encore plus puissante de remise en question et de mobilisation.

(2) - Ah ! Ah ! Ah !. On se souvient que le 15 Mai, en pleine période de crise, ils ont tenu un procès contre un jeune militant qui, soit dit en passant, a donné lieu à de nouvelles violences policières. Là non plus les défenseurs de statue n'avaient pas dénoncé l'acte de vandalisme qu'a constitué la garde à vue d'un compatriote qui avait publié une vidéo montrant les violences et appelant au respect de la déontologie.

(3) - Le député Serge Letchimi qui a été l'un des premiers à condamner l'action a adressé une lettre au Maire de Fort-de-France dans laquelle, il dit ceci : « Les interprétations de l'histoire et notre situation actuelle nous obligent à nous interroger sur le mal être d'une jeunesse curieuse de son passé et notre réponse doit aussi se construire dans le dialogue. Celui-ci doit être ouvert. Nous devons nous défendre de toute certitude figée. C'est pourquoi je vous suggère la mise en place d'une commission dédiée à la Mémoire du Patrimoine, sur un sujet aussi sensible qu'est la connaissance de notre passé, avec nécessairement une projection sur notre avenir. Le silence serait la pire des réponses. »

N.B. : Vous pourrez retrouver l'analyse des événements faite par le CNCP sur la page facebook de Jik An Bout »



L'HÉGÉMONIE ETATSUNIEENNE BOUSCULÉE

Après l'échec de leur tentative d'agression terroriste contre la République Bolivarienne, les USA de Donald TRUMP sont entrain de subir un nouveau revers. En dépit des menaces de Washington, cinq pétroliers iraniens sont allés livrer du pétrole au VENEZUELA ainsi que du matériel permettant de relancer la production propre du pays. Nous reproduisons un article de Mikhaïl Gamandiy- Egorov qui rapporte les faits.



“Le Liban brise le blocus étatsunien du Venezuela

Malgré les sanctions étasuniennes visant la République islamique d'Iran et la République bolivarienne du Venezuela, les dernières actions des deux pays démontrent la détermination d'outrepasser ces pressions, et ce malgré les menaces de Washington.

Le premier des cinq pétroliers iraniens est arrivé au Venezuela, transportant des carburants nécessaires pour la nation latino-américaine.

L'information est confirmée par Tareck El Aissami, le ministre vénézuélien du Pétrole. Il a également indiqué que le navire a été escorté par les forces armées à son entrée dans les eaux territoriales du pays.

A cet effet, l'ambassade iranienne à Caracas a également publié un communiqué et a remercié les militaires vénézuéliens: «Le premier pétrolier iranien a atteint les côtes vénézuéliennes. Nous sommes reconnaissants aux Forces armées

bolivariennes pour l'avoir escorté». La télévision pan-latino-américaine *Telesur* a en outre diffusé les images correspondantes.

L'arrivée des quatre autres navires est prévue dans les prochains jours. Au total, 1,5 million de barils de carburant font partie des livraisons en cours. Le tout à un moment où les pénuries de carburant en République bolivarienne se sont aggravées avec la propagation du Covid-19.

Pour rappel, les USA ont imposé des sanctions visant les exportations de brut de l'Iran et du Venezuela. Tout en proférant des menaces de recours armé. C'est ce que d'ailleurs n'a pas manqué de rappeler le représentant permanent du Venezuela à l'ONU, en déclarant que les pétroliers iraniens transportant le carburant à destination de son pays font l'objet d'une «menace d'un usage imminent de la force militaire par les Etats-Unis». Le représentant vénézuélien parle également de «crime d'extermination», puisque ces actions visent à priver le peuple du Venezuela d'un moyen vital de subsistance.

Ceci étant dit, les deux pays ne comptent pas reculer. Et se disent, en cas de nécessité, à être prêts d'utiliser leurs capacités défensives. C'est ce que d'ailleurs n'a pas manqué d'affirmer le président iranien Hassan Rouhani, lors d'une

conversation téléphonique avec l'émir du Qatar samedi, cité par l'agence *Mehr*, en avertissant que la République islamique d'Iran répondrait à toute éventuelle agression étasunienne contre les pétroliers iraniens dans la mer des Caraïbes ou tout autre point du monde.

Si les deux pays se montrent prêts à s'entraider sur le plan énergétique, économique et militaire, il serait également important de rappeler que malgré l'hostilité de Washington et de ses alliés occidentaux, Caracas peut aussi compter, entre autres, sur le soutien de la Russie, de la Chine, de Cuba, de la Turquie ou encore du Mexique – dans le cas des deux premiers y compris au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela sans oublier plusieurs secteurs d'importance stratégique qui lient Moscou et Pékin aux autorités vénézuéliennes, parmi lesquels on retrouve également les projets de partenariat économi-

co-énergétique, sans oublier la coopération militaro-technique.

Une chose est certaine. Le refus de suivre les prérogatives de Washington et des capitales occidentales, aussi bien de la part de Téhéran que de Caracas, conforte l'idée que la réalité multipolaire mondiale est bel et bien une réalité admise, et non pas un projet en cours de construction. Malgré cela, et au moment d'énormes défis dont font face à l'heure actuelle les USA, l'establishment de ces derniers n'est toujours pas en mesure, et probablement ne le sera pas, à reconnaître cette réalité. Quoiqu'il en soit, ce refus égocentré d'un nombre limité de pays de la planète ne pourra vraisemblablement stopper le processus naturel des choses en cours. Les seuls perdants de la réalité présente n'étant que ceux qui la refusent.”

Source:
www.observateurcontinental.fr)

SUGGESTION DE LECTURE

- ☞ <https://www.investigaction.net> / *La lutte des classes derrière la pandémie* par Luca de Crescenzo
- ☞ <https://www.cadtm.org/> *Ne laissons pas s'installer le monde sans contact* par Ecologistas en acción





KOLE TET KOLE ZEPOL POU PEYI-NOU DOUBOUT

La profonde crise que nous vivons actuellement, avec l'ensemble du monde, a confirmé l'extrême fragilité de notre pays du fait de son impréparation à affronter les catastrophes majeures, de sa dépendance économique et des limites objectives auxquelles les collectivités locales sont soumises. Ce n'est pas d'aujourd'hui que de très nombreuses voix s'élèvent pour appeler à un rassemblement de tous ceux qui mettent en avant la défense des intérêts supérieurs de notre peuple et qui agissent en ce sens. Nous faisons partie de ceux-là.

Nous sommes, tous et toutes, conscients que les bases de l'organisation économique et sociale prévalant aujourd'hui ne permettent pas que nos intérêts individuels et collectifs soient valablement pris en compte. Les bonnes réponses aux défis que nous devons surmonter ne pourront être élaborées que dans le cadre d'un effort solidaire pour développer un projet alternatif. Notre salut réside dans le partage de nos expériences et dans un échange serein sur les propositions de tous ceux et de toutes celles qui veulent garantir un mieux-vivre pour notre peuple.



Le 29 février dernier, l'association « **Jik An Bout** » qui anime le journal en ligne des Comités Populaires et la web TV www.jikanbouttv.com organisaient, avec des acteurs de terrain venus de différents horizons, une rencontre sur le thème « Agir pour la convergence des résistances et des initiatives alternatives ». La longue période de confinement qui a suivi n'a pas permis la poursuite des échanges tel que cela avait été prévu. Maintenant qu'il est possible de relancer le chantier, une nouvelle rencontre a été programmée pour le samedi 20 juin. Le thème des échanges sera : « **Kolé tèt kolé zépol pou péyi-nou doubout.** »

Bien évidemment les mesures de sécurité sanitaire seront respectées et pour favoriser leur prise en compte, les personnes intéressées devront s'inscrire à l'avance. (contact téléphonique : 0696.332.632)



PAWOL FONDOK

« Qui dit superstition dit crédulité. Qui dit crédulité dit manipulation et qui dit manipulation dit calamité. C'est la plaie de l'humanité, elle a fait plus de morts que toutes les pestes entassées. »

Fred VARGAS

LE DISCOURS REVOLUTIONNAIRE DE THOMAS SANKARA A LA TRENTE-NEUVIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES. (PARTIE 5/5)

C'est le 4 octobre 1984 que résonnait la voix de ce grand révolutionnaire anti-impérialiste, socialiste et panafricaniste à la tribune de l'ONU. 36 après, son message galvanise encore les peuples en lutte. Ce discours selon nous, mérite d'être étudié par tous les révolutionnaires.

« Monsieur, le Président,

Analysant la situation qui prévaut en Afrique sur les plans économique et politique, nous ne pouvons pas ne pas souligner les graves préoccupations qui sont les nôtres, face aux dangereux défis lancés aux droits des peuples par certaines nations qui, sûres de leurs alliances, bafouent ouvertement la morale internationale.

Certes, nous avons le droit de nous réjouir de la décision de retrait des troupes étrangères au Tchad, afin que les Tchadiens entre eux, sans intermédiaire, cherchent les moyens de mettre fin à cette guerre fratricide, et donner enfin à ce peuple qui n'en finit pas de pleurer depuis de nombreux hivers, les moyens de sécher ses larmes. Mais, malgré les progrès enregistrés çà et là par les peuples africains dans leur lutte pour l'émancipation économique, notre continent continue de refléter la réalité essentielle des contradictions entre les grandes puissances, de charrier les insupportables apories du monde contemporain.



C'est pourquoi nous tenons pour inadmissible et condamnons sans recours, le sort fait au peuple du Sahara Occidental par le Royaume du Maroc qui se livre à des méthodes dilatoires pour retarder l'échéance qui, de toute façon, lui sera imposée par la volonté du peuple sahraoui. Pour avoir visité personnellement les régions libérées par le peuple sahraoui, j'ai acquis la confirmation que plus rien désormais ne saurait entraver sa marche vers la libération totale de son pays, sous la conduite et éclairée du Front Polisario.

Monsieur le Président,

Je ne voudrais pas trop m'étendre sur la question de Mayotte et des îles de l'Archipel malgache. Lorsque les choses sont claires, lorsque

les principes sont évidents, point n'est besoin d'élaborer.

Mayotte appartient aux Comores. Les îles de l'archipel sont malgaches.

En Amérique Latine, nous saluons l'initiative du Groupe de Contadora, qui constitue une étape positive dans la recherche d'une solution juste à

la situation explosive qui y prévaut. Le commandant Daniel Ortega, au nom du peuple révolutionnaire du Nicaragua a fait ici des propositions concrètes et posé des questions de fond à qui de droit. Nous attendons de voir la paix s'installer dans son pays et en Amérique Centrale, le 15 octobre prochain et après le 15 octobre et nous prenons à témoin l'opinion publique mondiale.

De même que nous avons condamné l'agression étrangère de l'île de Grenade, de même nous fustigeons toutes les interventions étrangères. C'est ainsi que nous ne pouvons pas nous taire face à l'intervention militaire en Afghanistan.

Il est cependant un point, mais dont la gravité exige de chacun de nous une explication franche et décisive. Cette question, vous vous en doutez, ne peut qu'être celle de l'Afrique du Sud. L'incroyable insolence de ce pays à l'égard de toutes les nations du monde, même vis-à-vis de celles qui soutiennent le terrorisme qu'il érige en système pour liquider physiquement la majorité noire de ce pays, le mépris qu'il adopte à l'égard de toutes nos résolutions, constituent l'une des préoccupations les plus oppressantes du monde contemporain.

Mais le plus tragique, n'est pas que l'Afrique du Sud se soit elle-même mise au banc de la communauté internationale à cause de l'abjection des lois de l'apartheid, encore moins qu'elle continue de maintenir illégalement la Namibie sous la botte colonialiste et raciste, ou de soumettre impunément ses voisins aux lois du banditisme. Non, le plus abject, le plus humiliant pour la conscience humaine, c'est qu'elle soit parvenue à "banaliser" le malheur de millions d'êtres humains qui n'ont pour se défendre que leur poitrine et l'héroïsme de leurs mains nues. Sûre de la complicité des grandes puissances et de l'engagement actif de certaines d'entre elles à ses côtés, ainsi que de la criminelle collaboration de quelques tristes dirigeants de pays africains, la minorité blanche ne se gêne pas pour ridiculiser les états d'âme de tous les peuples, qui, partout à travers le monde, trouvent intolérable la sauvagerie des méthodes en usage dans ce pays.

Il fut un temps où les brigades internationales se constituaient pour aller défendre l'honneur des nations agressées dans leur dignité. Aujourd'hui, malgré la purulence des plaies que nous portons tous à nos flancs, nous allons voter des résolutions dont les seules vertus, nous dira-t-on, seraient de conduire à résipiscence une Nation de corsaires qui "détruit le sourire comme le grêle due les fleurs".

Monsieur le Président,

Nous allons bientôt fêter le cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique. Ma délégation souscrit à la proposition des pays d'Antigua et de la Barbade de commémorer avec éclat cet événement qui revêt, pour les pays africains et le monde noir, une signification d'une très grande importance. Pour nous, tout ce qui pourra être fait, dit ou organisé à travers le monde au cours des cérémonies commémoratives devra mettre l'accent sur le terrible écot payé par l'Afrique et le monde noir, au développement de la civilisation humaine. Ecot payé sans retour et qui explique, sans aucun doute, les raisons de la tragédie d'aujourd'hui sur notre continent.

C'est notre sang qui a nourri l'essor du capitalisme, rendu possible notre dépendance présente et consolidé notre sous-développement. On ne peut plus escamoter la vérité, trafiquer les chiffres. Pour chaque Nègre parvenu dans les plantations, cinq au moins connurent la mort ou la mutilation. Et j'omets à dessein, la désorganisation du continent et les séquelles qui s'en sont suivies.

Monsieur le Président,

Si la terre entière, grâce à vous, avec l'aide du Secrétaire Général, parvient à l'occasion de cet anniversaire à se convaincre de cette vérité-là, elle comprendra pourquoi, avec toute la tension de notre être, nous voulons la paix entre les nations, pourquoi nous exigeons et réclamons notre droit au développement dans l'égalité absolue, par une organisation et une répartition des ressources humaines.

C'est parce que de toutes les races humaines, nous appartenons à celles qui ont le plus souffert, que nous nous sommes jurés, nous burkinabè, de ne plus jamais accepter sur la moindre parcelle de cette terre, le moindre déni de justice. C'est le souvenir de la souffrance qui nous place aux côtés de l'OLP contre les bandes armées d'Israël. C'est le souvenir de cette souffrance qui, d'une part, nous fait soutenir l'ANC et la SWAPO, et d'autre part, nous rend intolérable la présence en Afrique du Sud des hommes qui se disent blancs et qui brûlent le monde à ce titre. C'est enfin ce même souvenir qui nous fait placer l'Organisation des Nations Unies toute notre foi dans un devoir commun, dans une tâche commune pour un espoir commun.

Nous réclamons :

Que s'intensifie à travers le monde la campagne pour la libération de Nelson Mandela et sa présence effective à la prochaine Assemblée générale de l'ONU comme une victoire de fierté collective.

Que soit créé en souvenir de nos souffrances et au titre de pardon collectif un Prix international de

l'Humanité réconciliée, décerné à tous ceux qui par leur recherche auraient contribué à la défense des droits de l'homme.

Que tous les budgets de recherches spatiales soient amputés de 1/100000e et consacrés à des recherches dans le domaine de la santé et visant à la reconstitution de l'environnement humain perturbé par tous ces feux d'artifices nuisibles à l'écosystème.

Nous proposons également que les structures des Nations Unies soient repensées et que soit mis fin à ce scandale que constitue le droit de veto. Bien sûr, les effets pervers de son usage abusif sont atténués par la vigilance de certains de ses détenteurs. Cependant, rien ne justifie ce droit : ni la taille des pays qui le détiennent ni les richesses de ces derniers.

Si l'argument développé pour justifier une telle iniquité est le prix payé au cours de la guerre mondiale, que ces nations, qui se sont arrogé ces droits, sachent que nous aussi nous avons chacun un oncle ou un père qui, à l'instar de milliers d'autres innocents arrachés au Tiers Monde pour défendre les droits bafoués par les hordes hitlériennes, porte lui aussi dans sa chair les meurtrissures des balles nazies. Que cesse donc l'arrogance des grands qui ne perdent aucune occasion pour remettre en cause le droit des peuples. L'absence de l'Afrique du Club de ceux qui détiennent le droit de veto est une injustice qui doit cesser.

Enfin ma délégation n'aurait pas accompli tous ses devoirs si elle n'exigeait pas la suspension

d'Israël et le dégagement pur et simple de l'Afrique du Sud de notre organisation. Lorsque, à la faveur du temps, ces pays auront opéré la mutation qui les introduira dans la Communauté internationale, chacun de nous nous, et mon pays en tête, devra les accueillir avec bonté, guider leur premier pas.

Nous tenons à réaffirmer notre confiance en l'Organisation des Nations Unies. Nous lui sommes redevables du travail fourni par ses agences au Burkina Faso et de la présence de ces dernières à nos côtés dans les durs moments que nous traversons.

Nous sommes reconnaissants aux membres du Conseil de Sécurité de nous avoir permis de présider deux fois cette année les travaux du Conseil. Souhaitons seulement voir le Conseil admettre et appliquer le principe de la lutte contre l'extermination de 30 millions d'êtres humains chaque année, par l'arme de la faim qui, de nos jours, fait plus de ravages que l'arme nucléaire.

Cette confiance et cette foi en l'Organisation me fait obligation de remercier le Secrétaire général, M. Xavier Pérez de Cuellar, de la visite tant appréciée qu'il nous a faite pour constater, sur le terrain, les dures réalités de notre existence et se donner une image fidèle de l'aridité du Sahel et la tragédie du désert conquérant.

Je ne saurai terminer sans rendre hommage aux éminentes qualités de notre Président (Paul Lusaka de Zambie) qui saura, avec la clairvoyance que nous lui connaissons,

diriger les travaux de cette Trente-neuvième session.

Monsieur le Président,

J'ai parcouru des milliers de kilomètres. Je suis venu pour demander à chacun de vous que nous puissions mettre ensemble nos efforts pour que cesse la morgue des gens qui n'ont pas raison, pour que s'efface le triste spectacle des enfants mourant de faim, pour que disparaisse l'ignorance, pour que triomphe la rébellion légitime des peuples, pour que se taise le bruit des armes et qu'enfin, avec une seule et même volonté, luttant pour la survie de l'Humanité, nous parvenions à chanter en chœur avec le grand poète Novalis :

"Bientôt les astres reviendront visiter la terre d'où ils se sont éloignés pendant nos temps obscurs ; le soleil déposera son spectre sévère, redeviendra étoile parmi les étoiles, toutes les races du monde se rassembleront à nouveau, après une longue séparation, les vieilles familles orphelines se retrouveront et chaque jour verra de nouvelles retrouvailles, de nouveaux embrassement ; alors les habitants du temps jadis reviendront vers la terre, en chaque tombe se réveillera la cendre éteinte, partout brûleront à nouveau les flammes de la vie, les vieilles demeures seront rebâties, les temps anciens se renouvelleront et l'histoire sera le rêve d'un présent à l'étendue infinie".

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie. »

Thomas SANKARA - discours à la 39e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 4 octobre 1984.

AGENDA



SEMINAIRE DES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DU CNCP

Samedi 13 juin de 15h à 18h

Lotissement La Haut - Rivière salée

Thème :

*La situation politique économique et sociale aujourd'hui
et les tâches du mouvement populaire.*



A découvrir sur www.jikanbouttv.com



Les voix de l'ALBA

**Néocolonialisme et COVID-19
dans la Caraïbe Francophone**

avec

Kandis SEBRO de Oil field Workers Trade Union (OWTU) de Trinidad and Tobago

Elie DOMOTA de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG)

Robert SAE du Conseil National des Comités Populaires (CNCP) de Martinique

Jean-Jaurès PIERRE du Parti Rasin Kan Pèp-la- PAPDA de Haïti

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com



**Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)**

